

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

2011 DAC 26 Apposition d'une stèle en hommage aux victimes de l'OAS dans le cimetière du Père Lachaise à Paris (20e). Montant : 13 472 euros.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

La France a été meurtrie par le conflit algérien, de 1954 à 1962. Il faut attendre 1999 pour qu'une loi reconnaisse enfin la nature de la guerre d'Algérie. Ce conflit fut particulièrement douloureux. Il a profondément marqué les consciences de l'époque. Les populations civiles ont été victimes d'exactions et de massacres, perpétrés par les deux camps qui s'affrontaient. Aussi, il faut pouvoir tourner la page mais il faut également savoir se souvenir.

Depuis 2001, la Ville de Paris mène une action de mémoire historique en veillant à ce qu'aucun des acteurs de ce conflit qui fut aussi un drame national ne soit tenu à l'écart de notre communauté citoyenne. Afin de constituer une mémoire collective, il faut accepter d'entendre, de confronter toutes les mémoires, celles des soldats du contingent, des militaires de carrière, des harkis et de leurs familles, des Français rapatriés, des Algériens combattants pour leur indépendance, des victimes sans distinction de nationalité ou de religion.

Tel est le sens des initiatives prises par la municipalité en édifiant un mémorial au Père Lachaise en hommage aux 747 Parisiens, morts pour la France en Afrique du nord (Algérie, Tunisie, Maroc) ; en apposant des plaques d'abord sur le pont St Michel en souvenir des victimes de la répression du 17 octobre 1961, puis au Monument installé non loin du boulevard d'Algérie dans le jardin de la Butte du Chapeau rouge en mémoire des harkis et de leurs familles ainsi que toutes les victimes civiles ; en dénommant plusieurs lieux de Paris : la *place Maurice Audin*, jeune mathématicien, militant anti-colonialiste disparu lors de la bataille d'Alger en 1957, victime de la torture; la *Place du 8 février 1962* afin de se souvenir de la sanglante manifestation de Charonne ; la *place du 19 mars 1962* rappelant la date officielle de cessez-le-feu en Algérie, non loin de la gare de Lyon où des milliers de jeunes parisiens prirent le train pour embarquer à Marseille pour l'Algérie.

Entre 1961 et 1962, de nombreux Français furent victimes de l'*Organisation de l'Armée Secrète* (O.A.S.), qu'ils soient militaires, fonctionnaires ou civils, pour le simple fait qu'ils obéissaient aux lois de la République, respectant les ordres du gouvernement légal et légitime.

Créée d'abord à Madrid de façon embryonnaire au début de l'année 1961, l'OAS ne prend véritablement son essor qu'après l'échec du putsch militaire d'avril 1961 à Alger. Entrant dans la clandestinité, ses membres entament une guerre sans merci à l'encontre de ceux qui s'opposent à son action et surtout qui ont fait le choix d'obéir et de respecter le gouvernement légal de la République.

Ainsi le 31 mai 1961, le commissaire principal Roger Gavoury, chef de la sûreté urbaine d'Alger est assassiné à son domicile par un commando *delta* (OAS) à coups de poignard. Le 20 novembre, c'est William Lévy, secrétaire général de la SFIO d'Alger qui est abattu, après que plusieurs de ses homonymes aient été assassinés par erreur par les commandos *delta*. Dans la nuit du 16 au 17 décembre 1961, le lieutenant colonel Rançon, officier catholique farouchement opposé à la torture, responsable du 2^e bureau à Oran est tué par une bombe placée sous son lit. Alfred Locussol militant communiste ayant travaillé dans les cabinets de Charles Tillon et Fernand Grenier après guerre, est abattu chez lui à

Alençon le 3 janvier 1962. Yves Le Tac, résistant et militant gaulliste, frère de Joël Le Tac, Compagnon de la Libération, élu de Paris, déjà grièvement blessé à Alger est l'objet d'une nouvelle attaque sur son lit d'hôpital le 18 février. L'OAS Métropole échoue mais le gendarme Legros meurt victime du devoir.

Le 9 mars, une bombe explose à Issy-les-Moulineaux devant l'entrée du congrès de mouvement de la paix. Trois personnes sont tuées dont 2 gardiens de la Paix, les brigadiers Albert Lavaux et Roger Pateron. Le 15 mars 1962, deux commandos *delta* investissent le centre social d'Alger et abattent 6 personnes : l'inspecteur d'académie Max Marchand, l'écrivain algérien Mouloud Feraoun, Marcel Basset, Robert Eymard, Ali Hammoutene et Salah Ould Aoudia. Le visage ensanglanté de la petite Delphine Renard, victime d'un attentat le 7 février 1962 qui visait André Malraux, ministre de la Culture du général de Gaulle est demeuré dans la mémoire nationale comme l'acte symbolique même des actions de l'OAS, d'autant plus symbolique que 9 manifestants qui protestaient contre cet acte odieux furent tués au métro Charonne le lendemain. Ces quelques exemples, non exhaustifs, montrent ce que fut l'horreur de ce conflit.

Aujourd'hui ces victimes sont restées dans l'oubli. Une association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS (ANPROMEVO) s'est constituée et s'est adressée à la Ville de Paris afin de bénéficier d'un lieu où les familles puissent se recueillir et se souvenir. C'est pourquoi il est proposé afin de leur rendre hommage, d'apposer une stèle dans le cimetière du Père Lachaise (parcelle sur la bordure de la 88ème division, à l'angle de l'avenue circulaire et de l'avenue Aguado, d'une surface de 2,02 m sur 0,30m) à Paris 20e, dont le texte est le suivant :

1961 – 1962
EN HOMMAGE
A TOUTES LES VICTIMES DE L'OAS
EN ALGERIE ET EN FRANCE
CIVILS, MILITAIRES, MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES, ELUS,
DEFENSEURS DES INSTITUTIONS ET DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

Le maire de Paris